

R É S U M É



25 ANS

DES CONSEILS DE DÉVELOPPEMENT

25 BLEZ AR C'HUZULIOÙ DIORREN

“Cap sur l'avenir”

TREMA AN AMZER-DA-ZONET

LORIENT

LA BASE HALL PEN DUICK

10-17H

12 MAI 2025



Quimperlé
Communauté
Kemperle
Kumuniezh

BLAVET
BELLEVUE
OCEAN
Communauté
5 communes, 1 territoire



CONSEIL DE
DÉVELOPPEMENT
PAYS DE LORIENT & QUIMPERLÉ
KUZUL DIORREN - BRO AN ORIENT & KEMPERLE



CODEV : NOS FORCES



Espace de démocratie continue, s'inscrivant dans le temps long, sans enjeux de pouvoir.

Notre richesse : la diversité : les CoDev réunissent citoyens, représentants associatifs, anciens élus, jeunes, retraités, syndicats... et sont souvent politiquement plus équilibrés que les conseils municipaux. Mieux placés aussi que les associations pour favoriser la recherche du bien commun.

Des expériences concrètes ont démontré leur impact : logement des apprentis, valorisation de la culture bretonne, mobilités ferroviaires, etc.

La Bretagne fait figure d'exemple, avec un tissu dense et actif de CoDev soutenus par le Conseil régional, qui consulte régulièrement le CESER. Une vraie pédagogie citoyenne à destination des élus.

« **Anti-réseau social** » : le CoDev est un espace de débat apaisé, en face-à-face, où l'écoute prime sur la polarisation et les logiques de confrontation des réseaux sociaux, une fabrique de compromis et un espace de neutralité.

Lieu de débat authentique : sans pouvoir ni ambition électorale, il permet des discussions

apaisées et transpartisanes.

Lien entre élus et habitants : il traduit les attentes citoyennes et contribue à reconnecter les élus à la réalité du terrain. Depuis le mouvement des Gilets Jaunes, certains élus hésitent à renouer un dialogue direct avec la population.

Il agit à l'échelle pertinente du territoire-projet, à rebours des élus intercommunaux souvent élus sur des logiques communales, alors que les compétences sont communautaires. Il s'ancre à l'échelle de vie réelle contemporaine.

La loi nous soutient : elle nous mandate pour contribuer à l'élaboration, la révision, le suivi et l'évaluation du projet de territoire. Nous pouvons même saisir le Préfet en cas de manquement à la participation. En début de mandat, les intercommunalités doivent organiser un débat sur la participation citoyenne et la place des CoDev. [Article L5211-11-2 du code général des collectivités territoriales.](#)

Une fois informés de son existence, les citoyens font généralement confiance au Co-Dev, en particulier parce qu'il est indépendant des élus.



RISQUES ET DIFFICULTÉS



Manque de notoriété et de reconnaissance, tant auprès des citoyens que des élus.

Sollicitations trop tardives, rarement en amont des décisions.

Fatigue démocratique, défiance vis-à-vis des institutions, colère citoyenne.

Difficulté à mobiliser les jeunes et les actifs. Difficultés de renouvellement des membres.

Intégration difficile des territoires périphériques des villes-centres.

Manque de moyens financiers et tensions budgétaires. Le monde associatif, pilier de la démocratie territoriale, est fragilisé par les contraintes budgétaires.

Relations ambivalentes avec les élus : entre défiance, méconnaissance, mais aussi coopération fructueuse lorsque la confiance est établie.

La participation est encore perçue comme un facteur de complexité et de ralentissement de la décision.

Le travail bénévole reste peu valorisé.

Montée du populisme, qui menace les instances comme les CoDev, les CESER, etc.



SOUHAITS, IDÉES, RETOUR D'EXPÉRIENCE



Développer les réseaux et mutualiser les pratiques régionales et nationales.

Prendre au mot les élus qui appellent à un dialogue plus direct, telle que la VP Culture Gaëlle Le Stradic à la Région ou Marc Boutruche à Lorient Agglo.

Reconnaitre et faire reconnaitre l'expertise d'usage autant que l'expertise technique.

Organiser des causeries citoyennes dans les cafés ou lieux publics, en y associant des élu·es. Transformer les réunions en moments plus conviviaux, comme des apéros citoyens.

Aller à la rencontre des conseils municipaux. Rencontrer les conseillers municipaux : à Quimperlé Communauté, ils sont 340, représentant une grande diversité sociale. Présenter le CoDev en début de conseil municipal.

Traduire les documents de politiques publiques en FALC (Facile à Lire et à Comprendre).

Utiliser les Objectifs de Développement Durable (ODD) comme grille de lecture des politiques publiques.

Soigner la relation avec les techniciens, et tout particulièrement avec les DGS (directeurs généraux des services).

Proposer des débats locaux sur des sujets nationaux (immigration, climat...) pour dépasser les tensions.

Conscientiser et renforcer le continuum démocratique CESER–CESE–CoDev.

Proposer des documents prospectifs aux candidats aux municipales.

Faire notre part de mea culpa sur le manque de communication auprès des élus.

Exemple inspirant sur l'implication des jeunes : le CoDev de Cornouaille a confié à des jeunes

de l'ESIAC une mission d'enquête sur la gestion de l'eau dans leurs entreprises d'alternance.

Se souvenir de l'article 7 de la Charte de l'environnement, qui garantit à tout citoyen les moyens de participer aux décisions publiques.

Exploiter les cahiers de doléances, par exemple via une restitution théâtralisée.

Élaborer des documents de prospective avec plusieurs scénarios, afin d'offrir toutes les options politiques.

Soigner le maillon des techniciens, souvent décisif dans la chaîne de décision et l'accès aux élus.

À Guingamp-Paimpol, le CoDev a obtenu, après mobilisation, une charte de fonctionnement qui leur ouvre les commissions de l'agglo.

Etre sollicités en amont plus souvent.

Travailler en partenariat avec les EPCI, **mais aussi les CESER et la Région Bretagne.**

Nouer des chartes de coopération et avoir des référents dans les EPCI.

Organiser des projections ciné-citoyennes.

Faire apparaître des verbatim dans les comptes rendus : les participants apprécient que leurs paroles soient fidèlement restituées.

S'astreindre à des retours d'expérience systématiques, et les partager au réseau.

Travailler sur des enjeux nationaux à partir du territoire.

À Plessé, la commune pratique la codécision sur toutes ses politiques, via des comités consultatifs extra-municipaux.

Aller à la rencontre des jeunes via les Missions Locales, véritables lieux de lien.

Réfléchir aux façons de se saisir pleinement de l'évaluation pour mesurer l'impact des politiques publiques.

Faire un document commun de prospective **pour les municipales.**

25 ANS DES CODEV : CAP SUR L'AVENIR

2025



**CONSEIL DE
DÉVELOPPEMENT**

PAYS DE LORIENT & QUIMPERLÉ

KUZUL DIORREN · BRO AN ORIENT & KEMPERLE

© Photos Anthony Trihan.
© Dessins Mathias Rebuffé
Rédaction Patrick Flouriot, coordinateur
Relecture Véronique Kourotchikine, présidente
12 juin 2025

WEBSITE

www.cdpl.bzh

ADRESSE

21 r Jules Le Grand
56100 LORIENT

CONTACT

07 84 15 59 96

CONTACT@CDPL.BZH
